

Mati ère: Droit, législation et environnement

En droit, la législation désigne « l'ensemble des lois d'un État ou des lois qui concernent un domaine déterminé du droit ; par exemple, la législation du travail ».

في القانون ، يعني التشريع "جميع قوانين الدولة أو القوانين التي تتعلق بمجال معين من القانون ؛ على سبيل المثال ، تشريعات العمل "

Le terme législation peut aussi englober la notion de « législation déléguée », qui désigne l'ensemble des règlements adoptés par le gouvernement en vertu de pouvoirs qui lui sont confiés par une législature.

يمكن لمصطلح التشريع أيضًا أن يشمل مفهوم "التشريع المفوض" ، والذي يشير إلى جميع اللوائح التي تتبناها الحكومة بموجب الصلاحيات المخولة لها من قبل الهيئة التشريعية.

Par conséquent, le sens du mot législation a une portée plus large que la notion de loi, puisqu'il peut également inclure les règlements gouvernementaux adoptés en vertu des lois. Ainsi, un règlement sur la sécurité routière fait partie des « lois et règlements », et donc de la législation, sans toutefois être une loi.

لذلك ، فإن معنى كلمة تشريع أوسع من مفهوم القانون ، حيث يمكن أن يشمل أيضًا اللوائح الحكومية التي يتم وضعها بموجب القوانين. وبالتالي ، فإن تنظيم السلامة على الطرق هو جزء من "القوانين واللوائح" ، وبالتالي التشريع ، دون أن يكون قانونًا.

La législation est l'ensemble des lois et des règlements en vigueur dans un pays (ex : la législation française) ou bien ceux relatifs à un domaine particulier (ex : la législation du travail, du commerce). Elle comprend la Constitution, les lois édictées par le pouvoir législatif, ainsi que les décrets, les arrêtés et, dans une certaine mesure, les circulaires qui émanent du pouvoir exécutif.

التشريع هو جميع القوانين واللوائح السارية في بلد ما (مثل التشريعات الفرنسية) أو تلك المتعلقة بمجال معين (مثل تشريعات العمل والتجارة). وهو يشمل الدستور والقوانين التي تسنها السلطة التشريعية ، وكذلك المراسيم والأوامر ، وإلى حد ما ، التعميم الصادرة عن السلطة التنفيذية.

La législation est aussi la science de la connaissance des lois. التشريع هو أيضا علم معرفة القوانين.

Le droit est défini comme « l'ensemble des règles qui régissent la conduite des hommes et des femmes en société les rapports sociaux », ou de façon plus complète « l'ensemble des règles imposées aux membres d'une société pour que leurs rapports sociaux échappent à l'arbitraire et à la violence des individus et soient conformes à l'éthique dominante ». يُعرّف القانون بأنه « مجموعة القواعد التي تحكم سلوك الرجل والمرأة في المجتمع ، والعلاقات الاجتماعية » ، أو بشكل كامل "مجموعة القواعد المفروضة على أفراد المجتمع حتى تقلت علاقاتهم الاجتماعية من التعسف والعنف. من الأفراد والامثال للأخلاق السائدة "

Ces règles, appelées règles de droit, sont abstraites et obligatoires et indiquent ce qui « doit être fait ». Ces règles juridiques peuvent trouver leur source dans une source normative « supérieure », extérieure, transcendante, comme le droit naturel³, ou découlent de normes intrinsèques. Dans ce second cas, les règles sont issues d'usages constatés et acceptés (droit coutumier) ou sont édictées et consacrées par un organe officiel chargé de régir l'organisation et le déroulement des relations sociales (droit écrit).

هذه القواعد ، المسماة قواعد القانون ، مجردة وملزمة وتشير إلى ما "يجب القيام به". يمكن أن تجد هذه القواعد القانونية مصدرها في مصدر معياري "متفوق" ، خارجي ، متسامي ، مثل القانون الطبيعي ، أو مشتقة من القواعد الجوهرية. في هذه الحالة الثانية ، تأتي القواعد من الممارسات الراسخة والمقبولة (القانون العرفي) أو يتم سنها وتكريسها من قبل هيئة (رسمية مسؤولة عن تنظيم وتقديم العلاقات الاجتماعية) (قانون مكتوب)

تفترض "القوة" الملزمة للقانون ما يلي: La «force» obligatoire du droit suppose:

- que la source du droit soit reconnue et acceptée comme légitime ;
- que l'énoncé de la loi soit connu de tous, ce qui implique qu'il fasse l'objet d'une large publication ou d'une accessibilité certaine. Cette exigence est reflétée par l'adage «Nul n'est censé ignorer la loi» ;
- que l'application de la loi puisse être garantie par l'existence de moyens de contrainte prévus par elle et organisés soit par toute procédure d'arbitrage convenue entre les parties, soit par l'État ou par une instance spécialisée.

- أن مصدر القانون معترف به ومقبول على أنه شرعي ؛
- أن تكون صياغة القانون معروفة للجميع ، مما يعني أنه يجب أن يكون موضوعًا للنشر على نطاق واسع أو إمكانية وصول معينة. ينعكس هذا المطلوب في القول المأثور "لا يفترض أحد أن يتجاهل القانون" ؛
- أن تطبيق القانون يمكن ضمانه بوجود وسائل إجبار يوفرها وينظمها إما أي إجراء تحكيم متفق عليه بين الطرفين ، أو من قبل الدولة أو من قبل هيئة متخصصة.

****Les droits de l'homme** sont une notion selon laquelle tout être humain possède des droits universels inaliénables , puis sont apparus une troisième génération de droit comprenant le droit au développement, à la paix et à un environnement sain.

Les traités internationaux : L'engagement international constitue la principale source du droit, il gère les relations juridiques entre les Etats.

Après sa ratification le traité prend une valeur supérieure à la loi selon l'article 132 de la constitution 1996.

- les traités internationaux sont des accords internationaux dans le but de produire des effets de droit dans leurs relations mutuelles. Il existe deux sortes de traités :
- **a/le traité bilatéral** : Accord international conclu entre deux contractants seulement.

- **b/le traité multilatéral** : المعاهدة المتعددة الأطراف : Traité résultant de plusieurs contractants
 - **Les lois organiques** : القوانين العضوية : Elles se placent entre la constitution et la loi ordinaire. On leur reconnaît d'une part une valeur supra-législative ; Les lois ordinaires doivent être conformes à leurs dispositions ; D'autre part une valeur infra-constitutionnelle. La loi organique est votée par le parlement selon une procédure plus lourde en raison de l'importance de son objet.
 - **La loi ordinaire** : القانون العادي : il existe :
 - **a/la loi parlementaire** : qui est une loi votée par le parlement dans la matière que la constitution lui réserve et selon la procédure législative classique, voir l'article 122 de la constitution.
 - **b/les ordonnances** : الأوامر : Dans un souci d'efficacité et de rapidité la constitution a prévu la possibilité du Président de la République de légiférer des lois qui prennent l'aspect d'ordonnance, l'article 124 de la constitution énonce en effet qu'en cas de vacance de l'APN ou dans les périodes d'intersession du parlement, le Président de la République peut légiférer par ordonnance.
 - En cas d'état d'exception défini par l'article 93 de la constitution, le Président peut légiférer par ordonnance.
 - En cas de non adoption de la loi de finance dans un délai de 75 jours, le Président de la République promulgue le projet du gouvernement par ordonnance.
 - **Les règlements** : التنظيمات : il s'agit des règles de droits écrites qui émanent du pouvoir exécutif. Les règlements sont pris sur le fondement de l'article 125 de la constitution, l'exécutif dispose du pouvoir réglementaire et assure l'exécution des lois.
 - Il convient de distinguer plusieurs catégories :
 - **Décrets du Président de la République** : المراسيم الرئاسية : ils sont en quelque sorte au sommet de la hiérarchie des règlements.
 - **Les règlements autonomes** : التنظيمات المستقلة : sont pris par le Président sur le fondement de l'article 125/1 qui attribue une compétence réglementaire au Président dans les matières autres que celles réservés à la loi, les règlements pris par le Président prennent l'aspect de décret présidentiel.
- Décret exécutif du Premier Ministre** : المراسيم التنفيذية : Le Premier Ministre dispose du pouvoir réglementaire et assure l'exécution des lois. Le pouvoir réglementaire complète et précise une disposition législative.
- Les arrêtés** : القرارات الإدارية : ils sont au dernier de la hiérarchie des normes. Il existe diverses sortes d'arrêtés selon le niveau de l'autorité dont ils émanent. C'est ainsi que l'on peut citer les arrêtés ministériels, les arrêtés municipaux pris par le Président de l'APC ou encore l'arrêté pris par le Directeur d'un établissement public.
- Arrêté** : قرار اداري : décision émanant d'un ou plusieurs Ministres, d'un Wali ou d'un Maire.

- **Arrêt**: قرار قضائي : décision émanant d'une juridiction statuant en appel (cour d'appel) et en cassation (cour suprême).

- **La motion de censure** : ملتزم الرقابة : vote de défiance, provoqué ou spontané de l'assemblée des députés qui entraîne la démission du gouvernement.

- **Abroger une loi : annuler** = supprimer : إلغاء القانون : suppression d'une disposition législative ou réglementaire (loi, décret ...) qui cesse d'être appliquée pour l'avenir.

- **Amnistie** : عفو عام : Mesure de pardon émanant du pouvoir législatif ou du peuple, elle supprime l'élément légal de l'infraction et par conséquent éteint l'action publique .

- **Grâce** : عفو خاص : faveur accordée par le chef de l'Etat à un condamné, qui a pour effet d'atténuer sinon de remettre totalement la peine prononcée en vertu d'un jugement définitif les condamnations remises par la grâce continuent d'être des antécédents judiciaires contrairement à l'amnistie.

- **Circulaire** : منشور : écrit émanant d'un ministre soit d'un chef de service d'une administration publique comprenant des instructions de service adressées par voie hiérarchique à ses agents subordonnés.

- **Sanction: Punition: الجزاء** : mesure disciplinaire infligée par une administration à une personne y exerçant à l'occasion d'une faute commise qui va à l'encontre des règlements.

- Les sanctions:

1- Les peines: Punit les infractions à la loi pénale : crimes, délits, contraventions. Ces peines consistent en: peine de réclusion, peine de prison, amendes versées à l'Etat en fonction de la gravité de l'infraction, privation de certains droits comme interdiction de séjour ... etc.

2-Dommages, intérêts: consistent en une somme d'argent versée à la victime et correspondant à l'importance du préjudice.

3-Nullité anéantit les actes qui violent les règles légales. Exemple: vice du consentement – défaut de capacité du contractant ...etc.

4-Exécution forcée: contraint un débiteur qui n'exécute pas ses obligations à effectuer les prestations promises, consiste en : saisie des biens, vente forcée des biens, expulsion.

Principe d'organisation de la Justice -

1.Service public de la justice

2. L'action est libre et facultative

3.Les citoyens sont égaux devant la justice

4.La justice est gratuite: مجانية القضاء

5.Les deux ordres de juridictions: Il existe, d'une part des tribunaux compétents pour trancher les litiges entre particuliers ou pour appliquer le droit pénal, d'autre part les juridictions habilités à régler les différends concernant l'administration. En cas de doute sur l'ordre compétent, le tribunal des

conflits d'écide qui doit juger.

6. Le double degré de juridiction : مبدأ درجتي التقاضي :

Le principe du double degré de juridiction signifie qu'un justiciable dont l'affaire a été jugée en premier ressort (une première fois) et qui n'est pas satisfait par la solution des premiers juges, peut demander à ce que ses prétentions soient réexaminées (« en interjetant appel » auprès d'une juridiction hiérarchique supérieure).

En droit privé ce sont les cours (cours d'appel) qui sont compétentes pour accueillir en dernier ressort (une dernière fois) les affaires examinées par tous les tribunaux du premier degré, chacun d'eux jugeant selon sa compétence.

-Astreinte : غرامة تهديديه : condamnation pécuniaire : عقوبة مالية : fixée par le juge des référés استعجال قاضي ou le juge de fond قاضي موضوع afin de faire pression sur la partie condamnée et l'engager à exécuter le plus rapidement possible la décision, son montant est évalué par jour de retard dans l'exécution.

- **Délinquant :** مجرم : personne ayant commis une infraction à la loi pénale.
- **Dédommagement :** تعويض : réparation d'un préjudice subi par une personne physique (matériel ou morale).
- **Justiciable :** متقاضي , qualité et intérêt : مصلحة و مصلحة d'aller en justice.
- **Jugement par défaut :** حكم غيابي : jugement rendu au terme d'une instance dans laquelle l'une des parties n'a pas comparu (défendeur). Le jugement par défaut intervient donc dans le cas où le défendeur n'ayant comparu ni sur première ni sur seconde citation. Dans ce cas, on peut recourir à l'opposition.
- **Aide judiciaire :** مساعدة قضائية : système d'aides permettant aux personnes à faibles revenus d'accéder à la justice grâce à la prise en charge totale ou partielle des frais d'assistance ou de représentation (Avocat, Huissier, Expert).
- **Compétence territoriale :** اختصاص إقليمي : compétence d'une juridiction en fonction du lieu ou de la situation géographique du litige النزاع (lieu du domicile du défendeur, lieu du siège social d'une société).
- **Compétence d'attribution :** اختصاص نوعي : aptitude d'un tribunal ou d'une cour à connaître un litige en fonction de son objet.
- **Complice :** شريك : est complice tout individu qui sans y participer a facilité ou provoqué l'acte principal فعل أصلي de l'infraction (fourniture des armes, du logement afin de réunir les malfaiteurs). On distingue le complice et le co-auteur.
- **Accusé :** متهم : personne soupçonnée d'un crime qui fait l'objet d'un arrêt de renvoi au tribunal criminel par la chambre d'accusation.
- **Acquittement :** تبرئة : décision rendue par le tribunal correctionnel ou criminel lorsque le fait retenu contre l'accusé ne tombe plus sous l'application de la loi pénale. Bénéficie également de ce verdict, celui qui peut invoquer en sa faveur soit un fait justificatif (التذرع بمبرر), soit une cause de

non-imputabilité (contrainte) عدم المسؤولية بسبب الإكراه

- **Prescription** : التقادم: laps de temps مدة زمنية qui permet soit de consolider بتثبيت un droit, soit de l'éteindre انقضائه .on distingue :

-**Prescription acquisitive**: تقادم مكسب: la possession prolongée d'un droit réel en confère la propriété. Cependant, certains droits réels sont imprescriptibles. Ex : domaine de l'état.

-**Prescription extinctive** مسقط: la prescription éteint le droit du titulaire et ce, par le non exercice prolongé de ce droit pendant un certain délai fixé par la loi.

Les voies de recours

Les voies de recours : طرق الطعن : moyen permettant un nouvel examen de l'affaire en fait et en droit ou en droit seulement.

-**Les voies de recours ordinaires** : طرق الطعن العادي on y trouve :

1- Opposition : معارضة: ouverte au défendeur متخلف : dans un procès دعوى قضية pour faire rétracter إعادة النظر un jugement par défaut حكم غيابي en remettant en question devant la même juridiction les points tranchés par le tribunal afin qu'il soit statué à nouveau en fait et en droit.

2- Appel : استئناف: contre les jugements des juridictions du premier degré tendant à les faire réformer ou annuler par la cour.

Les voies de recours extraordinaires : طرق الطعن غير العادية :

1- Le pourvoi en cassation: الطعن بالنقض: recours contre une décision en dernier ressort devant la cour suprême, il ne peut être fondé que sur les moyens prévus par la loi.

2- La tierce opposition : اعتراض الغير الخارج عن الخصومة : ouverte à tous les tiers qui ont été lésés ou seulement menacés d'un préjudice مهدد بالضرر par l'effet d'un jugement qui leur fait grief.

3- La rétractation: التماس إعادة النظر elle est exercée sur un jugement qui n'est pas susceptible d'opposition ou d'appel et ce en cas de violation des formes substantielles de procédure, omission de statuer sur un chef de demande, dol, التدليس non communication de pièces lors de l'instance.

Terminologie générale

- **Convention** : اتفاقية : Accord passé entre Etats, synonyme de traité معاهدة Elle a une force juridique contraignante pour les Etats l'ayant ratifié.

- **Coutume internationale** : العرف الدولي loi non écrite mais consacrée par l'usage permanent, c'est une source de droit internationale formelle.

- **Déclaration** : إعلان document dont les signataires (représentants légitimes des gouvernements) manifestent leur accord sur des finalités, des objectifs, des principes. Le contenu d'une déclaration est l'objet d'une obligation morale mais n'a pas de force juridique.

- **Protocole** : بروتوكول Accord qui complète un traité ou convention internationale et qui à la même

valeur juridique que l'instrument international auquel il se rapporte.

- **Rapporteur spécial** : مقرر خاص Expert indépendant chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans un pays, dans une région, ou dans un domaine particulier.
- **Ratification** : تصديق Approbation d'un traité, d'une convention par les organes compétents pour engager un Etat.
- **Recommandation** : توصية texte international en principe dépourvu de force obligatoire.
- **Réserve** : تحفظ déclaration unilatérale émise par un Etat qui n'entend pas appliquer la totalité d'un traité ou d'une convention internationale. Elle figure à la fin de ces instruments.
- **Résolution** : قرار Texte voté par un organisme dérivant un organisme international.
- **Egalité** : المساواة Principe selon lequel les hommes doivent être égaux devant la loi, c'est-à-dire doivent se voir, appliquer les mêmes règles quelle que soit leur race, leur naissance, leur religion, leur fortune ou leur sexe.
- **Préambule** : ديباجة le préambule est un texte servant d'avant-propos explicatif, d'entrée en matière.
- **Avant-propos** : ديباجة : introduction, préliminaire.

Dans un texte officiel préliminaire dans lequel la ou les parties prenantes énoncent les intentions, les motifs qui ont guidé la rédaction du texte, exemple : la constitution, traité internationale, la charte...etc.

Le préambule fait partie du texte et peut être utilisé par les juges lorsque le corps du texte manque de clarté ou précision.

- **La jurisprudence** : الاجتهاد القضائي Est l'ensemble des décisions habituellement rendues par les différents tribunaux relatif à un problème juridique donné et qui permettent d'en déduire les principes de droit.

- La jurisprudence reflète la façon dont les tribunaux interprètent le droit et les lois, elle constitue l'une des sources de droit et une référence à d'autres jugements.

Leur liste est donc difficile à établir et leur classification peut être sujet de discussion.

- **Liberté d'aller et de venir** (liberté de circulation) : حرية التنقل
- **Liberté du domicile** (possibilité de choisir son domicile) : حرية اختيار الإقامة
- **Liberté d'association** : الانضمام إلى جمعيات -
- **Liberté de réunion** حرية الاجتماع
- **Liberté de manifester (manifestation)** : حرية التظاهر
- **Liberté de conscience ou de croyance** (liberté religieuse, liberté de culte) حرية المعتقد

Liberté d'opinion ou de pensée: liberté d'expression. حرية الرأي أو الفكر, حرية التعبير.

:

- **Liberté de la presse** : حرية الصحافة

- **Liberté économique** (liberté d'entreprise, liberté du commerce) , حرية الصناعة و التجارة ,
- liberté de la concurrence, droit de grève).
- **Liberté syndicale** (possibilité d'adhérer au syndicat de son choix ou de ne pas adhérer)

La constitution Algérienne consacre une place importante aux libertés publiques.

-Droits patrimoniaux : الحقوق المالية :Ensembles des droits subjectifs évaluables en argent. Ces droits sont transmissibles, prescriptibles et saisissables.

-Droits extrapatrimoniaux : الحقوق غير المالية : Ensembles des droits subjectifs qui par nature ne sont pas évaluables en argent, ne sont pas d'ordre matériel. Ces droits sont intransmissibles, ils restent attachés à la personne. Ex : droit à l'honneur, droit à l'autorité parentale.

-Droits d'auteur : حق المؤلف : droit conféré à l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique. Ce droit lui confère des attributs d'ordre moral (droit au respect de son œuvre, droit de fixation des conditions de son exploitation) et d'ordre pécuniaire (reproduction, droit aux profits obtenus par son exploitation). L'auteur d'une œuvre jouit d'un droit de propriété exclusif.

الحق الممنوح لمؤلف العمل الأدبي أو الفني. يمنحه هذا الحق سمات ذات طابع أخلاقي (الحق في احترام عمله ، والحق في تحديد شروط استغلاله) وذات طبيعة مالية (النسخ ، والحق في الأرباح المئآتية من استغلاله)

- **Droit de visite:** حق الزيارة : au cours d'une instance de divorce, droit accordé à l'un des parents qui n'a pas eu la garde de l'enfant, de visiter son enfant mineur, généralement, la manière dont sera exercé ce droit est réglé par le juge.
- **-Droit acquis :** حق مكتسب : droit qui étant valablement entré dans le patrimoine d'une personne en application de la loi ancienne ne peut plus être remis en cause par l'application de la loi nouvelle.
- **Défense :** حق الدفاع : ensemble de garanties procédurales assurant aux justiciables la possibilité de se défendre efficacement contre les prétentions formulées à leur encontre (ex : droit de se voir communiquer les éléments du dossier, droit à l'assistance d'un avocat...)
- **-Doctrine :** الفقه : source de droit, ensemble des opinions exprimant la pensée juridique de ceux qui travaillent sur le droit (universitaires, magistrats, praticiens).
- **Tribunal pénal international** المحكمة الجنائية الدولية : juridiction internationale érigée en réponse à la perpétration de graves infractions telle que les crimes de génocides ou les crimes contre l'humanité, portant atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine, afin de juger les individus responsables.
- **- Arbitrage international :** التحكيم الدولي : règlement des litiges entre les Etats par des juges de leur choix suivant une procédure garantissant les droits de la défense et l'égalité des parties.

- | | |
|-------------------------------|---------------|
| - Ordre public | النظام العام |
| Désinculpation = acquittement | تبرئة |
| - Atténuation de la peine | تخفيف العقوبة |
| Indemniser = dédommager | تعويض |

Discr étionnaire	تقديري
Prescription	تقادم
R éc idive	تكرار الجريمة = العود
Flagrant	تلبس
Conflit	نزاع
Illicite	غير مشروع
Licite	مشروع
Crime	جناية
D �it	جنحة
Contravention	مخالفة
Infraction	جريمة
Patrimoine	مالية ذمة
Cause = motif	سبب
Ant �c �dent judiciaire	سوابق قضائية
Suspicion	شبهة
Complice	شريك
Plainte	شكوى
Indivision	شبيوع
Victime	ضحية
Pr �judice=dommage	ضرر
Requ �te	عريضة
Amende	غرامة
Astreinte	غرامة تهديدية
Insaisissable	غير قابل للحجز
Dissolution	فسخ
Saisissable	قابل للحجز
Prescriptible	قابل للتقادم
Magistrat = juge	قاضي
Diffamation	قذف

Bailleur=loueur	مؤجر
Locataire	مستاجر
Justiciable	متقاضى
Débiteur	مدين
Créancier	دائن
Coupable	مذنب = متهم
Plaidoirie	مرافعة
Appelant	مستأنف
Appelé	مستأنف عليه
Conflit = litige	نزاع
Expropriation	نزع الملكية

مصادر القانون البيئي . قانون البيئة كغيره من القوانين يستمد قواعده من مصادر عديدة من أهمها المعاهدات و الاتفاقيات الدولية و التشريعات الداخلية ، إضافة الى ذلك فهناك مصادر أخرى ساهمت في نشأة القانون البيئي تتمثل في إعلانات المبادئ الصادرة عن المؤتمرات الدولية الخاصة بحماية البيئة كإعلان أستوكهولم و إعلان ريو ، وكذلك الأعراف الدولية و المبادئ

1- المصادر الدولية لقانون البيئة . تقريبا فإن نفس مصادر القانون الدولي العام هي مصادر القانون البيئي بحيث أن المادة 38 من النظام الأساسي لمحكمة العدل الدولية التي تنص " وظيفة المحكمة أن تفصل في المنازعات التي ترفع إليها وفقا لأحكام القانون الدولي وهي تطبق في هذا الشأن

(أ) - الإتفاقيات الدولية العامة والخاصة التي تضع قواعد معترف بها صراحة من جانب الدول المتنازعة .

(ب) - العادات الدولية المعتمدة بمثابة قانون دل عليه تواتر الإستعمال.

(ج) - مبادئ القانون العامة التي أقرتها الدول التابعة لهيئة الأمم المتحدة.

(د) - أحكام المحاكم ومذاهب كبار المؤلفين في القانون العام في مختلف الأمم. وهو مصدر احتياطي مقارنة بالمصادر الأخرى.

من المصادر الأكثر أهمية نجد **المعاهدات الدولية** ، حيث يمكن ملاحظة أنها تضع مضامين واضحة والتزامات قانونية محددة على أطراف المعاهدة ، كما أن مخالفتها تستوجب المسؤولية الدولية وفق القواعد القانونية المقررة دوليا. وأبرز المعاهدات البيئية تلك المتعلقة بتغير المناخ و مكافحة التصحر ، وحماية التنوع البيولوجي، وحماية البيئة البحرية من التلوث.

العرف الدولي هو أيضا مصدر مهم للقانون البيئي ، ومن أهم الأعراف الدولية في مجال حماية البيئة نجد مبدأ واجب الدول في عدم السماح بإستخدام أراضيها لإلحاق الضرر بالدول الأخرى وهذا المبدأ كرس في العديد من المؤتمرات الدولية الخاصة بحماية البيئة ، ومنها مؤتمر ريو بالبرازيل سنة 1992.

من المصادر الاحتياطية للقانون البيئي نجد **القضاء والفقه الدوليين** ، وفي مجال حماية البيئة نجد ان قضاء محكمة العدل الدولية و محاكم التحكيم كان لهما دور مهم في بلورة مبادئ القانون الدولي للبيئة من خلال

مجموعة القضايا البيئية التي طرحت عليها ، وعلى هذا الأساس تم التأسيس لمبدأ الأنصاف والعدالة بين الأجيال ، وبدأ تقييم الأثر البيئي ومبادئ أخرى. ومن أهم القضايا البيئية التي طرحت على محكمة العدل الدولية نجد قضية مديق كورفو في النزاع الذي ثار بين بريطانيا وألبانيا، وقضية التجارب الفرنسية في المحيط الهادي التي أثيرت من قبل أستراليا ونيوزيلندا.

أما الفقه فدوره محدود في مجال تكوين قواعد القانون الدولي البيئي بسبب هيمنة المصادر الأخرى عليه، إضافة إلى ذلك الاعتماد على المؤتمرات الدولية وإعلانات المبادئ التي عقدت تحت مظلة الأمم المتحدة.

2- المصادر الوطنية لقانون البيئة. اذا كانت المعاهدات الدولية هي المصدر الرئيسي لقانون البيئة على المستوى الدولي ، فإن التشريع يحتل مكانة مهمة بالنسبة لمصادر هذا القانون على المستوى الداخلي.

أ- التشريع. التشريع يشمل كل نص قانوني يهدف بشكل مباشر أو غير مباشر الى حماية البيئة وفي النظام القانوني الداخلي التشريع ثلاثة أنواع هي: التشريع الأساسي، التشريع العادي، التشريع الفرعي.

- التشريع الأساسي(الدستور). بالنسبة للدساتير الجزائرية المتعاقبة منذ 1963 فإن التركيز على حماية البيئة لم يكن بالشكل المطلوب فدستور 1963 لم ينص على حماية البيئة مطلقا عكس دستور 1976 الذي جعل من حماية البيئة إحدى اختصاصات المجلس الشعبي الوطني في مجال التشريع خاصة في مجال الصحة العمومية والنظافة و الحفاظ على الثروة الحيوانية. نفس المسار انتهجه دستور 1989 و 1996 في مجال حماية البيئة.

المعاهدات طبقا لدستور الجزائري وبالتحديد نص المادة 132 من دستور 1996 فإن المعاهدات التي يصادق عليها رئيس الجمهورية حسب الشروط المنصوص عليها في الدستور تسمو على القانون ، بمعنى أن المعاهدات التي أبرمتها الجزائر في المجال البيئي والتي صادق عليها الرئيس تصبح ملزمة للإدارة الجزائرية ، وهي تسمو على القانون.

- التشريع العادي هو مجموعة القواعد القانونية التي تسنها السلطة التشريعية طبقا للاختصاصات المخولة لها في الدستور ويلعب التشريع العادي بما فيه القانون والقانون العضوي دورا مهما في تنظيم الإدارة البيئية في الجزائر وهو مصدر مهم لقانون البيئة .

اللوائح و القرارات الإدارية التنظيمية ويقصد بها التشريع الذي يصدر عن السلطات التنفيذية ممثلة في رئيس الجمهورية وتسمى **المراسيم الرئاسية** ، و الصادرة عن الوزير الأول تسمى **المراسيم التنفيذية**، كذلك يصدر عن الوزراء **قرارات تسمى قرارات وزارية** ، أو قرار وزاري مشترك إذا صدرت بمشاركة وزيرين أو أكثر. و القرارات الصادرة عن الوالي و رئيس المجلس الشعبي البلدي. إضافة إلى كل هذه المصادر توجد المبادئ العامة للقانون وهي مصدر مهم للقانون البيئي

القانون الإداري للبيئة. القانون الإداري بشكل عام هو ذلك القانون الذي يخاطب الإدارة، بمعنى أنه يستمد قواعده من السلطات الإدارية في الدولة ويحدد الاختصاصات التي تمارسها كل هيئة إدارية ويحدد الأحكام تعاملها مع الأفراد.

أما القانون الإداري للبيئة فهو فرع من فروع القانون الإداري يتشكل من مجموعة القواعد القانونية واللوائح و القرارات الصادرة عن الجهات المعنية في الدولة، والهدف الرئيسي من هذا القانون هو تنظيم الهيئات و المؤسسات الإدارية البيئية ، كما يحد هذا القانون صلاحيات و أنشطة المؤسسات البيئية ومسؤوليتها إزاء حماية البيئة . كما يهدف هذا القانون إلى المحافظة على الثروات الطبيعية ، وحماية البيئة البشرية ، والتصدي لجميع أشكال التلوث .ويأخذ القانون الإداري للبيئة مجموعة كبيرة من المجالات المختلطة من خلال قانون الصحة وقانون تسيير النفايات و قانون التهيئة والتعمير، وقانون الغابات و قوانين أخرى.

تعريف التنمية المستدامة إن الخوض في المواضيع المتعلقة بالبيئة خاصة في الجوانب القانونية التي تحميها من كل أنواع الانتهاكات ، لابد أن يجعل مقرب التنمية المستدامة مرتبط ارتباطا وثيقا بالبيئة ، حيث أن الاعتداءات المتكررة عليها يؤكد ضرورة تدخل مقرب التنمية المستدامة لتمكين الإنسان من حقوقه خاصة البيئية.

وعلى هذا الأساس يمكن تفكيك مفهوم التنمية المستدامة بالتطرق الى:

- مفهوم التنمية الذي يعني تلبية احتياجات الأجيال الحاضرة أي الموجودة وتمكينها الفعلي من الانتفاع بالتنمية الاقتصادية.

- الاستدامة والتي تعني عدم المساس بحقوق الأجيال القادمة تطبيقاً لمبدأ الإنصاف بين الأجيال أي الترابط بين الأجيال.

التنمية المستدامة عرفها تقرير برونتلاند عام 1987 بأنها " التنمية التي تستجيب لمتطلبات الحاضر دون المساس بقدرات الأجيال المستقبلية في الاستجابة لحاجاتهم الخاصة".